

qui déchirent certaines régions du monde en cette saison dite de paix.

Ces dernières semaines, la situation dans les pays baltes s'est aggravée considérablement. Neuf bombes ont explosé en Lettonie au cours des deux dernières semaines, dont trois hier seulement à Riga, soit au bureau du premier ministre, au bureau de l'Armée Rouge et au quartier général du Parti communiste. Les Canadiens d'origine lettonne sont persuadés qu'il s'agit d'une machination visant à justifier la manière forte que vont employer les Soviétiques.

Le vice-président de la Lettonie, Andreas Krastins, a demandé au monde entier de reconnaître l'innocence des Lettons dans ces incidents.

Le Canada doit se faire le défenseur de la modération et de la paix en Lettonie.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Aujourd'hui, le surintendant des faillites du gouvernement fédéral a déclaré que plus de 6 000 entreprises et particuliers ont déclaré faillite au Canada en novembre, ce qui représente une augmentation de 59 p. 100 par rapport à la même période l'an dernier. Cette hausse confirme de façon alarmante la gravité de la récession provoquée par le gouvernement.

Pourquoi le gouvernement laisse-t-il la récession empirer? Pourquoi n'adopte-t-il pas maintenant de nouvelles politiques économiques, avant que 6 000 autres Canadiens soient contraints de déposer leur bilan en raison de la récession provoquée par les politiques de ce gouvernement malavisé?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député se demande pourquoi nous attendons. Nous n'attendons pas. Nous avons fait baisser les taux d'intérêt de 200 points de base, soit de plus de 2 points de pourcentage, depuis le début du printemps de cette année. Cette mesure vise directement à redresser l'économie.

Mon collègue m'a souvent entendu répéter que j'aimerais voir les taux d'intérêt baisser. Nous sommes préoccupés par les pressions inflationnistes, et celles-ci nous

incitent à la prudence et à la vigilance, mais le redressement de l'économie, par le biais de taux d'intérêt moins élevés, demeure notre objectif premier.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, James Frank, économiste en chef du Conference Board, a dit:

Le gouvernement a gardé les taux d'intérêt trop élevés pendant trop longtemps [...] Si les taux ne baissent pas quelque peu, je crains fort que la récession ne soit beaucoup plus grave que nous le pensons actuellement.

Pourquoi le ministre des Finances ne reconnaît-il pas que lui et son gouvernement ont trop attendu relativement aux taux d'intérêt? Nous vivons une grave récession. Les travailleurs ne sont pas seulement licenciés pour une période temporaire: les usines ferment leurs portes de façon permanente.

M. James Hoicka, porte-parole du ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, a dit:

Les travailleurs licenciés ne pourront réintégrer leurs emplois, parce que ces emplois n'existeront plus.

Où en sont les programmes d'adaptation que le gouvernement avait promis pour les travailleurs qui perdent leur emploi en raison de l'Accord de libre-échange? Où sont les programmes gouvernementaux visant à créer de nouveaux emplois et à recycler les travailleurs des entreprises du secteur manufacturier qui ferment leurs portes de façon permanente? Pourquoi le gouvernement ne fait-il rien pour les travailleurs et les collectivités du pays? Il est temps pour le gouvernement d'agir. Pourquoi ne le fait-il pas?

• (1420)

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, comme le député le sait, certaines mesures ont été prises et, en fait, nous pouvons maintenant faire beaucoup plus grâce au projet de loi C-21.

Nous avons augmenté le budget du Programme de travail partagé ainsi que celui de la formation pour les prestataires de l'assurance-chômage. Cette année, les fonds obtenus pour les programmes de formation et d'adaptation s'élèvent à 1,8 milliard de dollars. De cette somme, 181 millions de dollars seront consacrés aux bénéficiaires de l'aide sociale.

Par conséquent, je suis réellement surprise que le député laisse entendre qu'il ne se passe rien. Nous n'avons pu prendre des mesures que depuis le mois de novembre, lorsque notre projet de loi a enfin été adopté dans l'autre chambre. Ces mesures auraient pu être appliquées beaucoup plus tôt si les députés d'en face avaient pris leurs responsabilités au sérieux.